

Le Groupe Ecobank publie ses résultats financiers audités de l'exercice 2020 :

- Produit net bancaire : +4% à 1,7 milliards \$EU (967 milliards FCFA)
- Résultat avant impôt égal à 174,3 millions \$EU (100,3 milliards FCFA)
- Total du bilan : +10% à 25,9 milliards \$EU (13 866,2 milliards FCFA)
- Total capitaux propres : +8% à 2,0 milliards \$EU (1 083,9 milliards FCFA)

Chiffres Clés*	31 Décembre 2020		31 Décembre 2019		Variation	
	milliers \$EU	millions FCFA	milliers \$EU	millions FCFA	\$EU	FCFA
Produit net bancaire	1 679 765	966 891	1 622 259	950 264	4%	2%
Résultat d'exploitation avant dépréciation du goodwill	337 882	194 489	405 079	237 281	-17%	-18%
Résultat avant impôt	174 318	100 339	405 079	237 281	-57%	-58%
Résultat net consolidé	88 319	50 837	274 934	161 047	-68%	-68%
Total du bilan	25 939 473	13 866 171	23 641 184	13 804 166	10%	0,4%
Crédits à la clientèle	9 239 948	4 939 295	9 276 608	5 416 642	-0,4%	-9%
Dépôts de la clientèle	18 296 952	9 780 795	16 246 120	9 486 164	13%	3%
Capitaux propres	2 027 713	1 083 932	1 885 777	1 101 111	8%	-2%
Résultat net par action (en cents \$EU / FCFA)	0,010	0,056	0,778	4,559	99%	99%

Ade Ayeyemi, Directeur Général du Groupe Ecobank : « Nous avons vécu une année difficile, pendant laquelle la pandémie de coronavirus a testé les limites de l'esprit humain et sa résilience face à l'adversité. Les gouvernements, les entreprises et les ménages ont ainsi travaillé sans relâche pour protéger leurs citoyens, leurs clients et leurs proches. Pour ma part, je suis fier de tous les efforts déployés par les collaborateurs de Ecobank pour assurer la continuité du service à nos clients. Je me félicite également du soutien que nous avons pu apporter aux communautés dans lesquelles nous sommes implantés. »

Malgré les difficultés liées à la pandémie, le Groupe enregistre une croissance de 4 % de son chiffre d'affaires à 1,7 milliard \$EU. Le résultat avant impôt et provisions augmente de 14% à 626 millions \$EU et une croissance de la valeur nette par action de 16% à 0,0547 \$EU, grâce à la diversification sectorielle et géographique de nos activités. Le résultat avant impôt recule cependant de 57 % à 174 millions \$EU, principalement en raison de la provision pour dépréciation du goodwill (164 millions \$EU), la perte liée à l'hyper-inflation (61 millions \$EU) ainsi que d'une augmentation des frais juridique et de restructurations de 44 millions \$EU. La Banque de Grande Entreprise et d'Investissement est le principal moteur de performance, avec une croissance du résultat avant impôt de 45 %, grâce au repositionnement de l'activité Taux, devises et matières premières (FICC) destiné à proposer des produits innovants et structurés, principalement aux gouvernements. La Banque de Particuliers et la Banque Commerciale affiche des résultats en baisse, touchée de façon significative par les répercussions de la pandémie sur les ménages et les petites entreprises. Ces deux activités sont néanmoins à l'origine de la croissance record des dépôts de la clientèle (+2 milliards \$EU) à 18,3 milliards \$EU, à la faveur de l'adoption massive des plateformes numériques par les clients.

Les résultats des régions bénéficient de la poursuite du dynamisme de l'exécution de notre stratégie. Le rendement des capitaux propres (ROE) du Nigéria s'améliore, et la région renforce également ses niveaux de liquidité et de fonds propres. Les régions UEMOA et AWA enregistrent de solides rendements des capitaux propres, reflet de leur position de leader dans leur région respective. La région CESA, pénalisée par l'hyper-inflation au Zimbabwe et au Soudan du Sud, affiche des résultats modestes. À l'échelle du Groupe, nous terminons l'exercice avec un ratio d'adéquation des fonds propres total de 12,3 % (estimation provisoire), contre 11,6 % à l'ouverture. Nous avons amélioré notre coefficient d'exploitation de 342 points de base, à 62,7 %, tout en continuant d'ajuster la base de coûts de l'entreprise. Avec un résultat avant impôts et provisions en hausse de 77 millions \$EU, nous avons considérablement augmenté les provisions pour dépréciation brutes. Nous avons inversé la courbe de la qualité du portefeuille. Les créances douteuses se sont considérablement réduites, comme en témoigne notre ratio de créances douteuses de 7,6%. Nous avons clôturé l'exercice avec un taux de couverture de 75%, contre 58% en 2019, et visons 100% à court terme.

Et M. Ayeyemi de conclure : « Nous allons poursuivre nos investissements dans les technologies et les activités de paiement afin d'offrir à nos clients un service d'excellence. Nous restons optimistes quant à la croissance future et à notre capacité à créer de la valeur pour les actionnaires en utilisant nos investissements et nos réalisations pour accroître nos revenus et générer des rendements à long terme, malgré les défis à court terme du COVID-19. Je remercie tous les collaborateurs de Ecobank pour le dévouement dont ils continuent à faire preuve pour aider nos clients, nos communautés et nos gouvernements. »

Responsabilité du Conseil d'Administration

Responsabilité relative aux états financiers consolidés

Les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers consolidés annuels donnant une image fidèle de la situation financière de la société et du résultat de ses opérations de l'exercice. Cette responsabilité comprend :

- (a) l'assurance que la société tient à jour des livres comptables probants qui présentent, avec une exactitude raisonnable, la situation financière de la société et des filiales;
- (b) la conception, la mise en oeuvre et le fonctionnement d'un système de contrôle interne permettant l'établissement de comptes réguliers et sincères ne comportant pas d'anomalies significatives dues à des fraudes ou à des erreurs; et
- (c) la préparation des états financiers par l'application des principes comptables appropriés, soutenus par des estimations et des jugements raisonnables et prudents appliqués de façon constante. (Permanence des méthodes).

Les administrateurs assument la responsabilité des états financiers consolidés et attestent qu'ils ont été établis en application des principes comptables appropriés, sur la base d'estimations et de jugements prudents et raisonnables, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Les administrateurs sont d'avis que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe ainsi que du résultat de ses opérations au titre de l'exercice. En outre, les administrateurs acceptent la responsabilité de tenir à jour des livres comptables probants étayant la préparation des états financiers consolidés ainsi que de la fiabilité du système de contrôle interne.

A ce jour, les administrateurs n'ont connaissance d'aucun évènement indiquant que la société pourrait être en cessation d'activité dans les douze prochains mois.

Approbation des états financiers consolidés annuels

Les états financiers consolidés annuels ont été approuvés par le Conseil d'Administration du 25 Février 2021 et ont été signés par délégation par :



Alain Nkontchou
Président du Conseil d'Administration



Ade Ayeyemi
Directeur Général du Groupe

Rapport des Auditeurs Indépendants sur les états financiers résumés

Rapport sur les états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l’audit des états financiers consolidés ci-joint **d’Ecobank Transnational Incorporated** et ses filiales (« le Groupe ») figurant aux pages 8 à 136 comprenant l’état consolidé de la situation financière au 31 Décembre 2020, ainsi que le compte de résultat consolidé et l’état consolidé du résultat global, l’état consolidé de variation des capitaux propres et, l’état consolidé des flux de trésorerie pour l’exercice clos à cette date et, les notes explicatives aux états financiers consolidés incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joint donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée **d’Ecobank Transnational Incorporated** au 31 Décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l’exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d’Information Financière (IFRS).

Fondement de l’opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d’audit (ISAs). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans notre rapport, dans la section « Responsabilités des auditeurs vis-à-vis des états financiers ». Nous sommes indépendants vis-à-vis d’Ecobank Transnational Incorporated conformément aux dispositions du Code de déontologie des professionnels comptables émis par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code IESBA), au code international de déontologie des professionnels comptables (y compris les normes internationales d’indépendance) (IESBA code) ainsi que d’autres exigences d’éthique dont nous devons tenir compte pour l’audit des états financiers et, nous nous sommes acquittés de toute nos autres responsabilités éthiques conformément au Code IESBA et aux autres exigences éthiques pertinentes pour notre audit des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l’audit

Les points clés de l’audit sont des questions qui, de notre jugement professionnel, sont les plus significatives de notre audit des états financiers consolidés de la période sous revue. Ces questions ont été traitées dans le cadre de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et, dans la formation de notre opinion sur les comptes et, ces questions ne font pas l’objet d’une opinion séparée.

Les points clés de l’audit relevés ci-dessous sont liés aux états financiers consolidés.

Points clés de l’audit	Traitement du point clé de l’audit
Dépréciation des prêts et avances à la clientèle	
<p>Les prêts et avances à la clientèle constituent une part significative du total de l’actif de Ecobank Transnational Incorporated.</p> <p>Au 31 Décembre 2020, le montant brut des prêts et avances s’élevait à 9 798 millions de \$EU (2019 : 9 834 millions de \$EU)</p>	<p>Nous avons focalisé nos tests de dépréciation des prêts et avances à la clientèle sur les données et hypothèses clés retenues par la Direction et les Administrateurs. De manière spécifique, nos procédures d’audit ont consisté à :</p>

contre lequel une charge de provision totale de 558 millions de \$EU (2019 : 557 millions de \$EU) a été enregistrée, dégageant ainsi un solde net de 9 240 millions de \$EU (2019 : 9 277 millions de \$EU), représentant environ 36% (2019 : 39%) du total du bilan à la date de l'arrêté des comptes (voir Note 21).

La base de détermination des provisions est décrite dans les règles et méthodes comptables des états financiers consolidés.

Les Administrateurs font preuve d'un jugement important lorsqu'ils déterminent la période et le montant à comptabiliser au titre des dépréciations des prêts et avances à la clientèle. Cette situation s'explique par le fait qu'un grand nombre d'hypothèses et de données entrent dans la détermination des dépréciations des prêts et avances à la clientèle.

Le Groupe a mis en œuvre la norme IFRS 9, *Instruments Financiers* au 1er janvier 2018. Cette nouvelle norme complexe impose au Groupe de comptabiliser les pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss – « ECL ») sur les instruments financiers, ce qui implique l'exercice d'un jugement et d'estimations significatifs. Les principaux domaines pour lesquels nous avons identifié des niveaux plus élevés de jugement de la part de la Direction et, par conséquent, pour lesquels nous avons effectué des procédures ciblées dans le cadre de l'audit dans la mise en œuvre de la norme IFRS 9, *Instruments Financiers* par le Groupe sont les suivants :

- i. Identification et modélisation de scénarios économiques pour mesurer les pertes de crédit attendues sur une base prospective reflétant un éventail de conditions économiques futures.
- ii. Évaluation et mesure de l'augmentation significative du risque de crédit (Significant Increase in Credit Risk – « SICR ») selon différents critères.
- iii. Modélisation pour l'estimation des paramètres des pertes de crédit attendues
 - Probabilités de défaut (Probabilities of Default – « PD ») - 12 mois et à maturité,
 - Pertes en cas de défaut (Loss Given Default – « LGD »),

- Obtenir une compréhension du processus de calcul de la dépréciation des pertes sur prêts au sein du Groupe ;
- Tester l'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles clés dans l'ensemble des processus liés aux pertes de crédit attendues (répartition des expositions par strates, gouvernance du modèle, exactitude et intégralité des données, surveillance du crédit, scénarios économiques multiples, ajustements postérieurs au modèle, provisions individuelles et production des écritures et des notes annexes);
- Évaluer les niveaux de provision pour pertes de crédit attendues par strate afin de déterminer s'ils étaient raisonnables compte tenu du portefeuille, du profil de risque, des pratiques de gestion du risque de crédit et de l'environnement macroéconomique du Groupe.
- Analyser les critères d'affectation des expositions aux strates 1, 2 ou 3 conformément à la norme IFRS 9 ;
- Tester les hypothèses, les données et les formules utilisées dans un échantillon de modèles de pertes de crédit attendues avec l'aide de nos spécialistes internes du risque de crédit (y compris évaluer la pertinence de la conception du modèle et des formules utilisées, envisager d'autres techniques de modélisation et recalculer la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition en cas de défaut pour un échantillon de modèles) ;
- Tester les données utilisées dans le calcul des pertes de crédit attendues en les rapprochant des systèmes sources ;
- Évaluer le caractère adéquat et appropriés des informations données en annexe au regard de la conformité aux normes comptables

Sur la base de notre revue, nous avons conclu que la méthodologie de dépréciation des prêts du Groupe, y compris le modèle, les hypothèses et les données principales utilisées par la Direction et les Administrateurs pour estimer la charge de provision et, les charges de provision de

<ul style="list-style-type: none"> • Exposition en cas de défaut (Exposure at Default – « EAD »). <p>iv. Exhaustivité et exactitude des données utilisées pour calculer les pertes de crédit attendues.</p> <p>Considérant l'importance de ces estimations, des jugements et de la taille du portefeuille des prêts et avances, l'audit de la charge de provision des prêts et avances est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	<p>prêts déterminées sont appropriées en la circonstance.</p>
<p>Evaluation des écarts d'acquisition</p>	
<p>La valeur comptable des écarts d'acquisition d'un montant de 18,8 millions de \$EU (31 décembre 2019 : 191,6 millions de \$EU) a été incluse dans les immobilisations incorporelles du Groupe (Note 27) dans les états financiers du groupe au 30 Septembre 2020. Ces écarts d'acquisitions ont été enregistrés à l'actif de l'état consolidé de la situation financière en tant qu'actifs incorporels du fait de la nature des activités du Groupe qui consistent à acquérir de participations dans des entités.</p> <p>Conformément aux dispositions applicables de la norme IAS 36, <i>Dépréciation d'actifs</i>, la Direction effectue annuellement des tests de dépréciations de pour évaluer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition. Ceci est fait à l'aide des modèles d'actualisation des flux de trésorerie. Comme indiqué dans la Note 27, la Direction a eu recours à un certain nombre de jugements et estimations lors de la détermination des données dans ces modèles notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'information financière prévisionnelle, • Les taux de croissance, • les taux d'imposition estimés et, • Les taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie projetés. <p>En conséquence, les tests de dépréciation des écarts d'acquisitions sont considérés comme un point clé de l'audit.</p> <p>La Direction a développé un modèle de valorisation permettant de déterminer raisonnablement les flux de trésorerie actualisés pour les unités de génératrices de trésorerie (UGTs) auxquelles les écarts d'acquisitions se rapportent.</p>	<p>Nous avons examiné l'évaluation et le calcul de la dépréciation des écarts d'acquisition du Groupe en tenant compte notamment du modèle d'évaluation, des données et des hypothèses clés retenues par la Direction.</p> <p>Nos procédures d'audit comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tester tous les contrôles pertinents sur la production des principaux intrants, p. ex. les prévisions financières, le taux d'actualisation, le taux de croissance des revenus, etc. qui entrent dans la détermination de la valorisation. • Faire intervenir nos spécialistes internes nous assister à : <ul style="list-style-type: none"> ✚ Evaluer de façon critique le modèle utilisé par la Direction pour déterminer la valeur d'utilité des Unités Génératrices de Trésorerie conformément aux dispositions de la norme IAS 36, <i>Dépréciation d'Actifs</i>. ✚ Valider les hypothèses utilisées pour calculer les taux d'actualisation, les flux de trésorerie projetés et pour recalculer ces taux. ✚ Analyser les flux de trésorerie futurs utilisés dans les modèles pour déterminer s'ils sont raisonnables et justifiés compte tenu du climat macroéconomique actuel ainsi que la performance future attendue de l'Unité Génératrice de Trésorerie. ✚ Soumettre les hypothèses clés aux tests de sensibilité. ✚ Comparer les flux de trésorerie projetés y compris les

	<p>hypothèses liées à la progression du revenu et aux marges d'exploitation, vis-à-vis des performances historiques afin de tester l'exactitude des projections de la Direction.</p> <p>✚ Vérifier l'exactitude mathématique des calculs.</p> <p>Nous avons estimé que les hypothèses ainsi les taux d'actualisation utilisés par la Direction étaient raisonnables appropriés en la circonstance. Nous considérons que les informations données en annexe sur les écarts d'acquisitions sont pertinentes et utiles dans les circonstances.</p>
<p>Évaluation des immeubles de placement</p>	
<p>Les immeubles de placement dans l'actif du Groupe sont constitués de terrains et des constructions (voir note 30).</p> <p>Les immeubles de placement sont enregistrés à leur juste valeur conformément aux règles et méthodes comptables du Groupe et en conformité avec IAS 40, <i>Immeubles de placement</i>.</p> <p>Toutefois, compte tenu de la nature non courante de cette catégorie d'actif, de l'importance relative de leur valeur comptable par rapport aux états financiers consolidés, et de la détermination de leur juste valeur nécessite l'exercice de jugements et estimations significatifs de la part de la Direction ainsi que l'utilisation de plusieurs données et hypothèses clés, nous considérons ce point comme un point clé de l'audit.</p> <p>La Direction a engagé des spécialistes, notamment des professionnels de l'expertise immobilière, pour assurer la détermination de la juste valeur des actifs et produire un rapport de valorisation mettant en exergue les hypothèses pertinentes utilisées, les données et informations importantes qui rentrent dans l'évaluation de ces actifs.</p>	<p>Notre approche d'audit a consisté en une combinaison de tests de contrôles et de tests de détails spécifiques. Nous nous sommes focalisés sur la vérification et l'examen détaillés des hypothèses et des contrôles de la Direction sur la production des données clés qui entrent dans la détermination de la juste valeur des immeubles de placement et de la valeur comptable des engagements y afférents.</p> <p>Nos procédures d'audit comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluer de manière critique le modèle utilisé par la Direction pour estimer la juste valeur des immeubles de placement conformément aux dispositions de la norme IAS 40, <i>Immeubles de Placement</i>. • Valider les hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur des actifs et recalculer la valorisation. • Analyser les flux de trésorerie futurs projetés qui soutiennent la détermination de la juste valeur utilisée dans les modèles pour s'assurer qu'ils sont raisonnables et justifiés compte tenu du climat macroéconomique actuel ainsi que les données courantes du marché vis-à-vis de l'historique de la tendance.

	<ul style="list-style-type: none"> • Soumettre les hypothèses clés aux analyses de sensibilité. <p>Nous avons constaté que les hypothèses utilisées par la Direction sont comparables aux performances historiques et aux perspectives futures attendues et que la juste valeur estimée ainsi déterminée est appropriées en la circonstance.</p>
<p>Evaluation des titres immobilisés non cotés</p>	
<p>Les titres immobilisés du Groupe comprennent des titres non cotés pour lesquels il n'existe pas de marché liquide.</p> <p>Comme décrit à la note 23, les actifs sont identifiés comme des titres de placement et sont enregistrés à la juste valeur en conformité avec les règles et méthodes comptables du Groupe ainsi que les exigences de IFRS 9, <i>Instruments Financiers</i>. Compte tenu de l'indisponibilité des prix de marché pour ces titres, la détermination de leur juste valeur par la Direction implique l'exercice d'hypothèses et de jugements significatifs concernant les prévisions de flux de trésorerie, de taux de croissance et de taux d'actualisation utilisés dans le modèle de valorisation. C'est pourquoi, ce volet est considéré comme un point clé de l'audit.</p> <p>Les administrateurs ont procédé à une évaluation pour déterminer la juste valeur des titres de placement non cotés et les détails des travaux d'évaluation, y compris toutes les hypothèses pertinentes utilisées, les données clés et les données qui entrent dans l'estimation de la juste valeur des investissements non cotés ont été mis à disposition pour notre la revue.</p>	<p>Nous avons focalisé notre audit de la valorisation des titres immobilisés non cotés en examinant singulièrement le modèle de valorisation, les données et hypothèses clés formulées par la Direction.</p> <p>Nos procédures d'audit comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluer l'efficacité opérationnelle des contrôles sur la production des données clés qui ont servi à l'élaboration du modèle d'évaluation. • Evaluer de façon critique le modèle utilisé par la Direction pour déterminer la juste valeur des titres immobilisés non cotés afin de s'assurer de leur conformité aux dispositions la norme IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>. • Valider les hypothèses retenues pour déterminer les taux d'actualisation utilisés et recalculer ces taux. • Soumettre les hypothèses clés à une analyse de sensibilité. • Obtenir une confirmation directe de l'existence des différentes participations auprès des gestionnaires de titres et/ou des secrétariats des entités émettrices. • Vérifier l'exactitude mathématique des calculs de valorisation. <p>Nous avons constaté que les hypothèses utilisées par la Direction sont comparables avec celles du marché, en accord avec les bonnes pratiques et que les données clés ainsi que les taux d'actualisation utilisés pour estimer la juste valeur des instruments sont appropriées en la circonstance. Nous considérons que les informations données en annexe aux états financiers consolidés sur ces instruments sont appropriées en la circonstance.</p>

Application de la comptabilité hyperinflationniste dans la préparation des états financiers des opérations du Groupe au Zimbabwe et au Sud Soudan

L'enregistrement et la traduction des opérations au Zimbabwe et au Sud Soudan ont été considérablement affectées par les récents changements de politique monétaire et la situation économique générale au Zimbabwe.

Le 11 octobre 2019, le Conseil des experts-comptables et des vérificateurs (« PAAB ») a émis une alerte intitulée «*Déclaration 01/2019 sur l'application d'IAS 29: Information financière dans les économies hyper inflationnistes, au Zimbabwe*» couvrant la préparation et la présentation des états financiers des entités opérant au Zimbabwe pour les exercices clos à compter du 1er juillet 2019.

En conséquence, le groupe Ecobank a dû appliquer les dispositions d'IAS 29 : *Information financière dans les économies hyper inflationnistes* aux états financiers historiques de ses opérations au Zimbabwe à partir de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Cela faisait suite à une politique monétaire antérieure qui a remplacé la parité des taux de change entre les billets en dollars du Zimbabwe et les dollars américains pour établir le dollar RTGS comme monnaie officielle à compter du 20 février 2019.

L'économie sud-soudanaise a historiquement été affectée par des taux d'inflation très élevés qui se sont poursuivis après que le pays soit sorti d'années de guerre civile, aggravée par la chute du prix international du pétrole brut, qui a entraîné une pénurie de devises. Les administrateurs ont estimé que l'économie sud-soudanaise a continué d'être hyperinflationniste tout au long de l'année 2020 et que cette tendance se poursuivra probablement au-delà de la période considérée.

En raison du jugement impliqué dans la sélection des indices de prix appropriés utilisés et de la complexité des calculs effectués pour produire des états financiers hyper inflationnistes d'Ecobank Zimbabwe et d'Ecobank Sud Soudan, nous considérons ce sujet comme point d'audit clé.

Nous avons effectué les procédures suivantes :

- Évaluer les facteurs entourant la disponibilité d'indices de prix économiques pertinents qui seraient appliqués dans la conversion des états financiers historiques d'Ecobank Zimbabwe et d'Ecobank Sud Soudan pour produire des états financiers hyper inflationnistes qui seraient conformes à IAS 29 et à la déclaration réglementaire.
- Examiner la sélection par les administrateurs des indices de prix appropriés appliqués à la conversion des états financiers historiques en états financiers hyper inflationnistes.
- Recalculé les facteurs de conversion d'hyperinflation retenus par les administrateurs pour convertir les chiffres historiques.
- Évalué la pertinence et l'adéquation des informations fournies par le Groupe conformément aux IFRS.

Sur la base des procédures décrites ci-dessus, la méthodologie utilisée par les administrateurs pour préparer les états financiers hyper inflationnistes des opérations au Zimbabwe et au Sud Soudan s'est avérée appropriée.

Autres informations

Les Administrateurs sont responsables des autres informations. Les autres informations comprennent la déclaration des Administrateurs quant à leurs responsabilités. Les autres informations n'incluent pas les états financiers consolidés et notre rapport d'audit y afférent.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne concerne pas les autres informations et nous n'y donnons aucune forme d'assurance ou de conclusion.

En relation avec notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, nous assurer qu'elles ne sont pas substantiellement contraires aux états financiers consolidés ou à nos connaissances obtenues lors de l'audit ou qu'elles ne paraissent pas autrement contenir des anomalies significatives.

Au cas où nous concluons, sur la base des travaux effectués sur les autres informations, qu'il existe des anomalies significatives dans les autres informations obtenues avant l'émission de notre rapport d'audit, nous sommes tenus de rendre compte de ce fait. Nous n'avons pas relevé de telles anomalies.

Responsabilités des Administrateurs vis-à-vis des Etats Financiers Consolidés

Les Administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes Internationales d'Information Financière, ainsi que du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de la fraude ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés, les Administrateurs doivent apprécier la capacité de la société à poursuivre son exploitation, à rapporter, le cas échéant, les informations relatives à la continuité de l'exploitation et à le faire sur la base de la continuité de l'exploitation, à moins que les administrateurs entendent liquider le Groupe ou mettre fin à son exploitation, ou qu'ils n'ont d'autres alternatives réalistes que de le faire ainsi.

Responsabilités des Auditeurs vis-à-vis de l'audit des Etats Financiers Consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives qu'elles proviennent de la fraude ou résultent d'erreurs et, d'émettre un rapport d'audit qui comprend notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance mais qui ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISAs) permettront de toujours détecter des anomalies significatives lorsqu'elles existent.

Les anomalies peuvent provenir de la fraude ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, prises individuellement ou de manière agrégée, peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs des états financiers consolidés.

Dans le cadre d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISAs), nous exerçons notre jugement professionnel et gardons le scepticisme professionnel tout au long de la mission d'audit. Par ailleurs, nous :

- Identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives des états financiers qu'elles proviennent de la fraude ou qu'elles résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des diligences pour traiter ces risques et, obtenons des éléments probants suffisants et appropriés qui soutiennent le fondement de notre opinion. Le risque de non-détection d'anomalies significatives provenant de fraudes est plus élevé que celui résultant d'erreurs, puisque la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations, ou le contournement du contrôle interne.
- Obtenons une compréhension du contrôle interne applicable à l'audit permettant de concevoir des diligences appropriées en la circonstance et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe.

- Evaluons le caractère approprié des politiques comptables utilisées ainsi que le caractère raisonnable des estimations comptables faites et les déclarations et informations données en annexes des états financiers consolidés par la Direction.
- Concluons sur le caractère approprié de l'utilisation par les Administrateurs du fondement comptable de continuité de l'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, si une incertitude significative existe due à des événements et conditions qui jettent un doute sérieux sur la capacité du Groupe à poursuivre ses activités.
- Si nous concluons qu'une incertitude significative existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention de l'utilisateur des états financiers consolidés dans notre rapport d'audit par référence à l'information relayée en annexe aux états financiers consolidés ou, si cette information est incomplète, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont basées sur les évidences obtenues à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des conditions et événements futurs peuvent contraindre le Groupe à arrêter la poursuite de ses activités.
- Evaluons la présentation générale, l'organisation et le contenu des états financiers consolidés, y compris les notes aux états financiers consolidés, et si les états financiers consolidés présentent les événements et transactions sous-jacents de sorte à leur donner une image fidèle.
- Obtenons des éléments probants appropriés et suffisants sur les informations financières des entités ou des activités d'affaires au sein du Groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, la supervision et la mise en œuvre de l'audit du Groupe. Nous sommes seulement responsables de notre opinion d'audit.

Nous communiquons avec le Comité d'Audit et les Administrateurs concernant, entre autres, le plan, l'étendue et l'exécution de l'audit, les faiblesses significatives d'audit y compris celles liées au contrôle interne identifiées au cours de l'audit.

Nous fournissons également au Comité d'Audit et aux administrateurs une déclaration que nous avons satisfait aux exigences d'éthique relatives à l'indépendance et, les informons de toutes relations et autres sujets pouvant raisonnablement porter atteinte à notre indépendance et, le cas échéant, les mesures de sauvegarde.

A partir des informations communiquées aux Administrateurs, nous relevons les points les plus significatifs identifiés lors de l'audit des états financiers consolidés de l'exercice sous revue qui sont ainsi considérés comme des points clés de l'audit. Nous présentons ces points dans notre rapport d'audit à moins que des dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement ou lorsque, dans le cas extrême, nous décidons que le cas ne doit pas être présenté dans notre rapport d'audit en considération de conséquences adverses pouvant en résulter et qui pourraient raisonnablement annihiler les avantages d'une telle communication.



Pour : Deloitte & Touche

Expert-comptable

Lagos, Nigeria

01 Mars 2021

Associé signataire :

David Achugamonu

FRC/2013/ICAN/000000840



Pour : Grant Thornton

Expert-comptable

Abidjan, Côte d'Ivoire

01 Mars 2021

Associé signataire :

Georges Yao-Yao

Ecobank Transnational Incorporated
Etats Financiers consolidés audités
Exercice clos au 31 Décembre 2020
Compte de Résultat Consolidé

(Montants en milliers de Dollars EU sauf indication contraire)

	Exercice clos au 31 décembre	
	2020	2019
Produits d'intérêts	1 390 438	1 411 998
Charges d'intérêts	(483 212)	(662 269)
Marge nette des intérêts	907 226	749 729
Produits d'honoraires et de commissions	424 589	459 866
Charges d'honoraires et de commissions	(35 643)	(40 350)
Revenus nets de trading	346 276	381 691
Produits des autres activités	37 317	71 323
Revenus hors intérêts	772 539	872 530
Produit net bancaire	1 679 765	1 622 259
Charges du personnel	(462 992)	(490 311)
Dotation aux amortissements	(104 206)	(108 504)
Autres charges d'exploitation	(486 840)	(474 566)
Total des charges d'exploitation	(1 054 038)	(1 073 381)
Résultat d'exploitation hors provisions	625 727	548 878
Provisions sur créances douteuses	(181 555)	(109 915)
Provisions sur autres actifs	(45 470)	(23 642)
Provisions sur actifs financiers	(227 025)	(133 557)
Résultat d'exploitation	398 702	415 321
Perte monétaire nette résultant de l'économie hyperinflationniste	(60 523)	(9 466)
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(297)	(776)
Résultat d'exploitation avant dépréciation du goodwill	337 882	405 079
Dépréciation du goodwill	(163 564)	-
Résultat d'exploitation	174 318	405 079
Impôt sur les bénéfices	(89 335)	(134 865)
Résultat net des activités poursuivies	84 983	270 214
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	3 336	4 720
Résultat net consolidé	88 319	274 934
Attribuable aux :		
Résultat net, part du Groupe	4 202	193 958
Résultat net des activités poursuivies	2 400	191 409
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	1 801	2 549
Intérêts minoritaires	84 117	80 976
Résultat net des activités poursuivies	82 582	78 805
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	1 535	2 171
	88 319	274 934

Résultat net par action à attribuer aux actionnaires du Groupe durant l'exercice sur le résultat net des activités poursuivies (exprimé en cents de dollars EU par action):

- Résultat de base par action	0,010	0,778
- Résultat dilué par action	0,010	0,778

Résultat net par action à attribuer aux actionnaires du Groupe durant l'exercice sur le Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession (exprimé en cents de dollars EU par action):

Résultat de base par action	0,007	0,010
Résultat dilué par action	0,007	0,010

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Ecobank Transnational Incorporated
Etats Financiers consolidés audités
Exercice clos au 31 Décembre 2020
Etat consolidé de la Situation Financière
(Montants en milliers de Dollars EU sauf indication contraire)

	Exercice clos au 31 décembre	
	2020	2019
ACTIF		
Caisse et banques centrales	3 752 596	2 829 313
Actifs financiers de transactions	156 490	182 662
Instruments financiers dérivés	115 162	65 459
Prêts et créances sur les établissements de crédits	2 011 343	1 891 889
Prêts et créances sur la clientèle	9 239 948	9 276 608
Bons du Trésor et autres effets publics	1 730 845	1 632 749
Titres de placement et de participations	6 074 244	4 857 763
Actifs affectés en garantie	423 599	351 478
Comptes de régularisation et actifs divers	1 128 200	1 184 770
Participations dans les sociétés mises en équivalence	3 468	3 664
Immobilisations incorporelles	151 870	309 974
Immobilisations corporelles	810 521	831 182
Immeubles de placement	12 365	21 710
Actifs d'impôts différés	164 486	116 424
	25 775 137	23 555 645
Actifs non courants destinés à être cédés	164 336	85 539
Total Actif	25 939 473	23 641 184
PASSIF		
Dépôts des établissements de crédits	2 386 747	2 207 593
Dépôts de la clientèle	18 296 952	16 246 120
Instruments financiers dérivés	78 908	51 255
Emprunts	1 923 182	2 075 001
Autres passifs	823 112	845 970
Provisions	60 462	68 482
Passifs d'impôts courants	68 534	54 756
Passifs d'impôts différés	76 528	67 556
Obligations au titre des retraites	22 168	31 082
	23 736 593	21 647 815
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	175 167	107 592
Total Passif	23 911 760	21 755 407
Capitaux propres		
Capitaux propres part du Groupe		
Capital et réserves liées	2 113 961	2 113 957
Résultats cumulés non distribués et réserves	(610 565)	(637 264)
	1 503 396	1 476 693
Intérêts minoritaires	524 317	409 084
Total capitaux propres	2 027 713	1 885 777
Total passif et capitaux propres	25 939 473	23 641 184

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Ecobank Transnational Incorporated
Etats Financiers consolidés audités
Exercice clos au 31 Décembre 2020
Tableau consolidé des flux de trésorerie
 (Montants en Dollars EU sauf indication expresse)

	Exercice clos au 31 décembre	
	2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :		
Résultat avant impôt	174 318	405 079
Revenus nets de trading – conversion de change	(205 585)	(42 924)
Gains ou pertes nets sur titres	(16 617)	(6 879)
Perte net de juste valeur sur immeubles de placement	2 730	-
Provisions sur créances douteuses	181 555	109 915
Provisions sur autres actifs financiers	45 470	23 642
Dotations aux amortissements sur immob corporelles	82 679	88 144
Dépréciation du goodwill	163 564	-
Marge nette des intérêts	(907 226)	(749 729)
Dotations aux amortissements sur logiciels et immob. Incorp.	21 527	20 360
Perte de valeur :		
Résultat de cession sur immobilisations corporelles	(1 928)	(1 279)
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	297	776
Impôts payés	(126 841)	(123 782)
Variation nette des actifs et des passifs d'exploitation :		
- Actifs financiers de transactions	26 172	(60 379)
- Instruments financiers dérivés actif	(49 703)	(15 545)
- Autres bons du Trésor	157 824	180 562
- Prêts et créances aux établissements financiers	(66 269)	(100 064)
- Prêts et créances à la clientèle	35 595	(26 449)
- Actifs affectés en garantie	(72 121)	(111 044)
- Créances diverses	56 570	(445 602)
- Réserves obligatoires auprès des banques centrales	87 327	(135 505)
- Autres Dépôts des établissements financiers	100 129	1 204 157
- Dépôts de la clientèle	2 050 832	310 121
- Instruments dérivés passifs	27 653	21 348
- Autres provisions	(8 020)	15 503
- Autres passifs	(22 858)	(150 587)
- Intérêts reçus	1 390 438	1 411 998
- Intérêts payés	(483 212)	(662 269)
Flux net de trésorerie provenant dans les activités d'exploitation	2 644 300	1 159 568
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :		
Achat de logiciels	(25 393)	(58 369)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(298 027)	(406 367)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	255 842	292 304
Achat de titres	(3 419 589)	(2 911 125)
Acquisition de titres d'investissements	(7 023)	(4 222)
Produits de titres d'investissements	3 985	12 047
Produits de vente et rachat de titres	2 547 499	2 570 480
Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement	(942 706)	(505 252)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement :		
Décaissements liés aux remboursements d'emprunts	(510 646)	(671 050)
Encaissements liés aux emprunts contractés	396 644	561 252
(Repayment) / proceeds of lease liabilities	(37 817)	125 107
Dividendes payés aux actionnaires minoritaires	(24 322)	(19 476)
Flux net de trésorerie provenant dans les activités de financement	(176 141)	(4 167)
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	1 525 453	650 149
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2 559 766	2 141 855
Effets des différences de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(284 763)	(232 238)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	3 800 456	2 559 766

Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Ecobank Transnational Incorporated**Etats Financiers consolidés audités
Exercice clos au 31 Décembre 2020****Notes****1 Information générale**

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) et ses filiales (formant le Groupe) exercent les activités de banque de détail, banque de financement et d'investissement dans divers pays d'Afrique sub-saharienne (hors Afrique du Sud). Le Groupe est actuellement implanté dans 39 pays avec un effectif de 14,023 salariés (2019: 14,878) au 31 Décembre 2020.

Ecobank Transnational Incorporated est une société anonyme domiciliée au Togo. Son siège social est situé au : 2365 Boulevard du Mono, Lomé, Togo. La société est cotée à la Bourse du Ghana, à la Bourse du Nigéria et à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (Abidjan) en Côte d'Ivoire .

2 Résumé des principaux principes comptables

Les principaux principes comptables appliqués dans la préparation des présents états financiers consolidés sont exposés ci-dessous. Ces principes comptables ont été constamment appliqués pour toutes les années présentées dans le rapport, sauf dispositions particulières .

2.1 Principes d'établissement des comptes

Les états financiers consolidés du Groupe de l'exercice 2020 ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiés par l' International Accounting Standards Board (IASB).

Ces états financiers consolidés ont été préparés sur la base du principe de continuité de l'exploitation et selon la méthode du coût historique, cette dernière étant modifiée par la réévaluation de certains éléments de l'actif et du passif, le cas échéant, suivant les dispositions des IFRS.

2.2 Changement de méthodes comptables

Les méthodes comptables ont été constamment appliquées au cours de l'exercice.

3 Taux de créances douteuses et litigieuses

Le ratio des créances douteuses s'élevait à 7,6 % (2019: 9,7%).

4 Responsabilité sociale

Au cours de l'année 2020, le Groupe a contribué pour un montant total de 2,1 millions \$EU (2019: 1,4 millions \$EU) en oeuvres sociales notamment dans les activités sportives, dons aux hôpitaux et dans l'éducation.

5 Engagements Hors Bilan

Les passifs éventuels relatifs aux lettres de garantie bancaire, avals et cautions, lettres de crédit et engagements d'octroi de crédits s'élevaient à 2 675 millions \$EU (2019 : 3 657 millions \$EU).